



Toulouse le 24 octobre 2024

Objet : Actualité sociale

La Dépêche 15 octobre 2024 : Le CPO (Conseil des prélèvements Obligatoires) a préconisé hier de renforcer l'égalité des Français devant l'impôt sur le revenu. Dans son viseur, les avantages fiscaux des pensions pour les retraités les plus aisés, alors que la décision du gouvernement de reporter de six mois l'indexation des pensions, est dénoncée par la gauche et le RN.

Mesures préconisées : suppression de l'abattement d'impôt de 10%, ajustement des prélèvements favorables aux locations meublées par rapport aux locations nus, complément des salaires exonérés, investissement en outre-mer pour les personnes physiques, taux de crédit d'impôt pour les emplois à domicile ramené de 50 à 40%, et réduction d'impôt pour les dons, ramené de 66% à 50%.

Orange 15 octobre 2024 : Alors qu'un gel des pensions de retraite du régime de base a été prononcé par l'Etat, les 14 millions de retraités affiliés au régime de retraite complémentaire de l'AGIRC ARRCO vont voir leur pension augmenter de 1,6% au 1^{er} novembre.

Orange 15 octobre 2024 : Souvent décrié dans l'hexagone, le système français des retraites fait bonne figure au niveau mondial. Selon les résultats publiés par le cabinet MERCER, la France occupe désormais la 13^{ème} position et gagne ainsi six places par rapport à 2023. Pour établir son classement, MERCER se base sur trois critères : le niveau de vie des retraités, l'équilibre financier de long terme des régimes de retraite, la transparence et la confiance vis-à-vis du fonctionnement. La réforme des retraites n'est pas étrangère à ces bons résultats.

ASH 15 octobre 2024 : La CNSA vient de détailler les montants alloués aux départements pour financer la formation destinée aux dispositifs AGGIR et PATHOS, nécessaires pour déterminer les besoins des personnes dépendantes en EHPAD, et dans les ESLD (Etablissements de Soins de Longue Durée).

Le média Social 15 octobre 2024 : Trois semaines après « les vieux méritent mieux », les fédérations au Grand Age réagissent à la présentation du PLFSS 2025. Elles dénoncent des créations d'emplois insuffisantes, une situation dégradée de la Branche Autonomie, et les conséquences des baisses d'exonérations sociales.

Midi, Ma Région, mes Envies 10 octobre 2024 : Partager son habitat est une tendance en plein développement. C'est une solution pour ne pas vieillir seul. La crise sanitaire a mis en lumière la détresse des personnes âgées isolées. Historiquement, les béguinages sont des lieux de vie pour femmes seules. Vivr'alliance réalise et gère des béguinages dans toute la France.

La Dépêche 20 octobre 2024 : Le programme ICOPE de dépistage des fonctions essentielles est piloté depuis 2020 à Toulouse. L'IHU (Institut Hospitalière Universitaire) Health Age travaille au déploiement de ce programme. ICOPE propose un dépistage du déclin lié à l'âge à travers l'évaluation et le suivi de six fonctions essentielles : mobilité, vision, audition, cognition, santé mentale, état nutritionnel.

Le média Social 23 octobre 2024 : Le SYNERPA, regroupant des EHPAD essentiellement commerciaux exprime ses vives inquiétudes concernant le PLFSS 2025. Son Président, Jean

Christophe Amanritinis déplore que « le Grand Age ne soit pas la priorité du gouvernement. Il dénonce un ONDAM personnes âgées en trompe l'œil. En effet, la hausse affichée de 10% intègre le transfert vers l'Assurance Maladie, du financement des sections dépendances pour les EHPAD de 23 départements. La hausse réelle est de 2% « bien loin des 6% nécessaires pour pallier l'effet ciseaux depuis 2021 ». Pour le SYNEROPA, il faut arrêter « le saucissonnage des personnes âgées.

Le média Social 22 octobre 2024 : Le Think Thank « Matières grises » a étudié les taux d'occupation des EHPAD de 2019 à 2023. Clairement, ceux-ci n'ont jamais réussi à retrouver leur taux d'occupation d'avant la crise COVID. La région Ile de France connaît la situation la plus dégradée, tout comme les secteurs commerciaux et public hospitalier.

Les Echos 23 octobre 2024 : Emploi des seniors les partenaires sociaux limitent leur négociation à quatre thèmes : négociation en entreprise ou dans les Branches, entretien professionnel, fin de carrière, embauche des chômeurs de plus de 50 ans.

Les Echos 23 octobre 2024 : Soucieux de ménager les retraités les plus modestes, l'exécutif cherche à atténuer l'impact du gel des pensions prévu l'an prochain. Mais l'idée de ne revaloriser que les petites retraites en janvier n'apparaît pas possible techniquement. D'autres initiatives sont sur la table.

Les Echos 18 octobre 2024 : « Les Echos » ont eu accès à un chiffrage du surcoût lié à l'abrogation de la réforme des retraites : une telle décision ferait encore plus plonger dans le rouge, le système des retraites.

La Gazette des Communes 21 octobre 2024 : Le Collectif pour une Sécurité Sociale de la Mort, créé en 2022 propose de financer les obsèques par une nouvelle cotisation mises en place sur le salaire brut.

La Dépêche 21 octobre 2024 : Le Premier Ministre souhaite un nouveau texte sur la fin de vie. Il a salué « un débat de grande qualité avant la dissolution, et veut reprendre ces discussions. Mais avant le retour de ce texte au parlement, il « souhaite consulter ». C'est à l'issue de ces consultations, dont il ne donne pas la temporalité, que le débat reprendra.

La Dépêche 22 octobre 2024 : Concernant le décalage de 6 mois de la revalorisation des retraites, l'idée que le gel ne concerne pas uniformément tous les retraités mais seulement les plus aisés, semble faire son chemin. Le Ministre Laurent Saint Martin l'a assuré : « je suis prêt à ce qu'on ait une ouverture sur les petite retraites. Est-ce que c'est 1200 euros, 1400 euros ? Il faudra trouver le bon curseur, mais moi je veux qu'on protège les petites retraites ». Il a rappelé que le minimum retraite serait bien revalorisé au 1^{er} janvier.

Orange et 6 Médias 24 octobre 2024 : Christian Estrosi, maire de Nice, propose une alternative à la hausse des impôts prévue par l'exécutif : « un système de retraite pour tous les salariés, une seule caisse de retraite ». L'idée d'un régime universel n'est pas nouvelle mais la complexité technique l'a fait abandonner : emplois pénibles, carrières longues, et autres spécificités ne permettent pas de la mettre sur pied.

AFP 23 octobre 2024 : La proposition de loi du rassemblement national pour ramener l'âge de la retraite à 62 ans a été vidée de sa substance, mercredi, en commission, à l'assemblée nationale.

Six Médias 22 octobre 2024 : Le patron du MEDEF, Patrick Martin s'inquiète d'une potentielle abrogation de la réforme des retraites : « il faut que dans ce pays on travaille plus. Et il y a beaucoup de seniors qui souhaitent travailler d'ailleurs Si on abroge cette réforme e des

retraites, on part en vrille, alors que la conjoncture économique est déjà très fragilece sera terrible ».

Francis De Block